Expressions Solidaires

Journal de l'Union Syndicale Solidaires

n°28 - Déc 2006/Janvier 2007 - 0,76 euro

Tou-te-Semble dans les luttes

eux images saisissantes en cette fin d'année 2006 : d'un côté, l'euphorie pour les marchés boursiers, y compris la place boursière de Paris ; de l'autre, ces centaines de SDF qui campent dans le froid glacial sur la quai de Jemmapes à Paris, regroupés par un groupe de citoyens dans l'association *Les enfants de Don Quichotte*. Raccourci manichéen diront certains, comme si la concentration des richesses dans les mains d'une poignée n'avait pas de conséquences très concrètes en matière de développement des inégalités et de la misère...

Les pays riches le sont de plus en plus et les pauvres, dans ces pays riches, sont de plus en plus nombreux. Rendre visible cette misère que certains voudraient bien maintenir dans l'invisibilité, tel est le premier mérite d'une telle démarche. Au-delà, c'est poser une question de fond : oui ou non, un pays aussi riche que la France peut-il garantir un droit aussi fondamental que le droit au logement, pourtant inscrit dans la Constitution française depuis des décennies ? Pour cela, il faut combiner l'affichage d'une volonté politique et une obligation de résultat. Plusieurs actions doivent être engagées en même temps : mise en chantier d'un plan ambitieux de construction de logements sociaux, développement d'une mise à disposition immédiate de logements par l'application de la loi de réquisition et la location par les bailleurs sociaux dans le parc locatif privé, humanisation et amélioration des structures d'hébergement d'urgence...

Ces propositions montrent qu'il est possible d'agir et de ne pas en rester à des promesses électorales sans lendemain !

L'impossibilité de se loger correctement est un des symptômes de la précarité grandissante qui se généralise sous l'emprise des politiques libérales. La lutte contre le CPE au printemps dernier a prouvé que cette précarité est rejetée majoritairement dans notre pays. Cette question devrait être au centre des débats politiques qui ne manqueront pas d'avoir lieu à l'occasion des échéances électorales à venir. La précarité est synonyme d'insécurité sociale : c'est à cette insécurité là qu'il faut s'attaquer en arrêtant de détruire les droits sociaux et les services publics!

L'année 2006 s'est terminée avec une bonne nouvelle pour notre Union syndicale : la décision du Conseil d'Etat de nous reconnaître représentatif dans la Fonction publique d'Etat. Cette victoire doit nous rendre plus efficaces et plus déterminés à mener, en 2007, tous les combats sociaux nécessaires au développement d'une monde plus juste et plus solidaire.

Meilleurs vœux à toutes et à tous pour cette année 2007! Tou-te-s ensemble, nous pouvons faire changer les choses!

